

Conditions Générales d'Utilisation

1. DÉFINITIONS

Dans la suite des présentes Conditions d'utilisation du service "DIVA", chacune des expressions mentionnées ci-dessous aura la signification donnée dans sa définition, à savoir :
"Usager" : toute personne physique qui a accepté les présentes Conditions d'utilisation du service afin de pouvoir disposer d'un espace personnel sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances.

"Contenu" : ensemble des données, et plus généralement des informations diffusées par www.consulatogo.org à l'Usager dans le cadre du service, et notamment, sans que cette liste ne soit limitative, le contenu personnalisé, le contenu rédactionnel, les bases de données du Ministère de l'Economie et des Finances.

« Données d'inscription » : ensemble des informations que doit fournir l'Usager lors de la procédure d'inscription au Service ainsi que pour toute connexion ou toute modification, afin de permettre son identification au service (mot de passe, n° d'inscription, email etc.....)

"Double clic" : réitération de la validation du formulaire d'inscription en ligne au service par l'Usager. Un formulaire d'inscription en ligne au Service rempli et validé une première fois n'est jamais pris en compte sans la confirmation électronique par l'Usager en cochant la case "J'ai lu et accepte".

"lien hypertexte" : mécanisme de référence localisé dans un produit par un contenu (source) permettant d'accéder directement à un autre contenu (cible) quelle que soit sa localisation au sein du réseau Internet.

"service" : la possibilité pour l'Usager de créer un espace personnalisé nommé "Mon Compte", espace personnel, gratuit et sécurisé, accessible à tout moment sur le site www.diva.consulatogo.org lui permettant de consulter ses demandes, de modifier certaines données personnelles, d'accéder aux informations concernant les offres, les modalités de paiement et de visualiser, d'imprimer et conserver ses attestations.

2. OBJET

Les présentes Conditions d'utilisation du Service ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Usager bénéficie de l'accès au service "Mon Compte" sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances.

3. DESCRIPTION DU SERVICE

Les principaux services proposés par Ministère de l'Economie et des Finances. à ses Usagers internautes sont les suivants :

- l'inscription à un espace personnel,
- du contenu personnalisé,
- l'utilisation de programmes (logiciels, progiciels) de marque du Ministère de l'Economie et des Finances sur son réseau de services,
- une " Foire aux questions "(FAQ)",
- l'ensemble ci-après dénommé "le Service".

Sauf dispositions expresses contraires, toute nouvelle caractéristique qui améliore ou augmente un ou plusieurs services existants ou tout nouveau service lancé par le Ministère de l'Economie et des Finances seront soumis aux présentes Conditions d'utilisation.

4. ACCEPTATION DES CONDITIONS D'UTILISATION DU SERVICE

Vous venez d'accéder à la page d'accueil du service "Mon Compte" sur le site www.diva.consulatogo.org. Vous devez lire attentivement les dispositions qui vont suivre. Elles constituent un contrat établissant les Conditions d'utilisation du Service «Mon Compte».

En cochant la case "Je reconnais avoir pris connaissance des Conditions générales d'utilisation de l'espace usager et je les accepte", vous confirmez accepter toutes les stipulations de ces conditions générales.

Le fait de cocher cette case puis de cliquer sur le bouton "VALIDER" ou «SUIVANT » constitue la preuve que vous avez pris connaissance desdites dispositions et vaudra acceptation irrévocable des Conditions d'utilisation du service figurant ci-après.

Vous ne pouvez accéder au Service que si vous acceptez les Conditions d'utilisation du Service ci-après.

5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont, par ordre de priorité :

- les mentions légales du site www.consulatogo.org,
- les Conditions d'utilisation du service,
- le formulaire d'inscription en ligne au service,
- le formulaire d'acceptation en ligne des Conditions d'utilisation du Service.

6. OBLIGATION D'INSCRIPTION

Pour pouvoir utiliser le service, l'Usager doit obligatoirement remplir le formulaire d'inscription au service. Les informations demandées, ci-après dénommées les "Données d'inscription" sont nécessaires pour pouvoir valider l'inscription au service. L'Usager s'engage, à chaque consultation du service, à mettre à jour régulièrement les données d'inscription, si celles-ci ont changées depuis son dernier accès.

7. PROCÉDURE D'INSCRIPTION AU SERVICE

L'Usager communique au Ministère de l'Economie et des Finances les informations demandées en renseignant le formulaire en ligne.

La procédure d'inscription au service comprend les étapes suivantes :

- Etape 1 : l'Usager doit indiquer les informations permettant son identification
- Etape 2 : l'Usager sélectionne les services et préférences de communication auxquels il désire avoir accès
- Etape 3 : l'Usager exprime sa volonté d'accéder et de bénéficier du service en double cliquant sur la case "J'accepte" puis par un second clic sur le bouton « SOUMETTRE » ou « SUIVANT ». Par son double -clic, l'Usager déclare accepter les présentes Conditions d'utilisation.

8. SINCÉRITÉ DES INFORMATIONS

Lors de la procédure d'inscription au service, l'Usager s'engage expressément à indiquer des informations exactes et complètes le concernant. Dans l'hypothèse où, il indiquerait des informations fausses, inexactes, erronées, périmées ou incomplètes, le Ministère de l'Economie et des Finances serait en droit de suspendre l'accès à tout ou partie du service ou de résilier son compte.

9. COMPTE D'UTILISATEURS, MOT DE PASSE ET SÉCURITÉ

À l'issue de la procédure d'inscription au Service et après acceptation des présentes Conditions d'utilisation, l'Usager recevra un message de confirmation de son inscription au Service à l'adresse électronique indiquée par lui sur le formulaire d'inscription. Il est demandé à l'Usager de vérifier ses identifiants personnels (numéro d'inscription au Service, mot de passe ...). L'Usager peut alors, s'il le souhaite, modifier ses informations.

Les informations personnelles, ci-après dénommées, les "Données d'inscription" fournies par l'Usager lors de l'inscription sur le formulaire en ligne doivent être validées par lui.

L'Usager est seul responsable de la préservation de la confidentialité des données d'inscription, ainsi que de son identifiant et du mot de passe, fournis par lui lors de la procédure d'inscription au service. Il s'engage à prendre toute mesure utile pour en assurer la confidentialité.

L'Usager s'engage à informer immédiatement le Ministère de l'Economie et des Finances de toute utilisation non autorisée de son identifiant au service, de son mot de passe ou de ses données d'inscription, et plus généralement de toute atteinte à la sécurité dont il aurait connaissance. L'Usager veillera, en outre, à se déconnecter à l'issue de chaque session.

10. DROITS D'UTILISATION DU SERVICE

L'Usager ne dispose sur les informations, quelle que soit leur nature, contenu personnalisé, informations proposées sur le service que d'un droit d'usage privé, non collectif, non commercial et non exclusif.

L'Usager s'engage à ne pas utiliser le service et/ou les informations fournies par le service pour :

- manipuler de quelque manière que ce soit, les contenus et plus généralement les informations fournies sur le service de manière à dissimuler la source et l'origine des informations transmises sur le service,
- télécharger, afficher, transmettre par e-mail ou de quelque autre manière, tout contenu comportant des virus informatiques ou tout code, dossier ou programme conçus pour interrompre, détruire ou limiter les fonctionnalités de tout logiciel, ordinateur ou outil de télécommunication sans que cette énumération ne soit limitative,
- commettre toute action ayant un effet perturbateur et/ou entravant les capacités de communication en temps réel",
- entraver ou perturber le service, les serveurs, les réseaux connectés au service, ou refuser de se conformer aux conditions requises, aux procédures, aux règles générales et/ou aux dispositions réglementaires applicables au réseau connecté au service ;
- télécharger, collecter, stocker des données personnelles et/ou nominatives afférentes aux autres Usagers inscrits au service.

11. DROIT DE RETRAIT ET DE SUPPRESSION

Le Ministère de l'Economie et des Finances ou toute personne ou entité désignée par elle, seront en droit de retirer, de supprimer tout contenu, personnalisé et/ou rédactionnel, qui violerait les présentes conditions d'utilisation et plus généralement les lois en vigueur. Quelles que soient les conditions dans lesquelles vous accédez au contenu personnalisé et/ou rédactionnel et plus généralement aux informations fournies par le Service, vous devez faire preuve de discernement.

Afin d'assurer la plus large information possible de ses Usagers, le Ministère de l'Economie et des Finances diffuse des informations et données en provenance de nombreuses sources extérieures.

Le Ministère de l'Economie et des Finances apporte le plus grand soin dans le traitement des informations qu'elle diffuse sur le site www.consulatogo.org. Toutefois, du fait de la diversité et de l'impossibilité de contrôler l'intégralité du contenu, le Ministère de l'Economie et des Finances ne saurait garantir que le contenu personnalisé et/ou rédactionnel et plus généralement les informations fournies sur le service sont exempts d'erreurs, ou d'inexactitudes, ni garantir leur complétude, leur exhaustivité, leur validité scientifique et/ou technique.

En conséquence, il appartient à l'Usager d'utiliser le Contenu, personnalisé et/ou rédactionnel et plus généralement les informations fournies dans le cadre du service et diffusées par le Ministère de l'Economie et des Finances à ses propres risques et périls.

Il appartient également à l'Usager de procéder aux vérifications nécessaires avant toute utilisation du contenu personnalisé et/ou rédactionnel et/ou plus généralement de toute information fournie dans le cadre du service.

12. SPÉCIFICITÉ DU CONTENU

L'Usager reconnaît la spécificité du contenu personnalisé et/ou rédactionnel et plus généralement des informations fournies dans le cadre du service. L'Usager reconnaît et accepte que le Ministère de l'Economie et des Finances peut être amené, pour se conformer aux lois et règlements en vigueur, à divulguer le contenu personnalisé et/ou rédactionnel et toute information figurant sur le site www.consulatogo.org.

Le Ministère de l'Economie et des Finances peut être conduit à divulguer tout contenu personnalisé et/ou rédactionnel et plus généralement toute information figurant sur le site www.consulatogo.org, notamment pour les besoins d'une procédure judiciaire, pour faire respecter par les Usagers les Conditions d'utilisation du Service, pour répondre aux demandes des autorités de police et de gendarmerie arguant de la violation par le Ministère de l'Economie et des Finances des droits de tiers et plus généralement pour protéger les droits et intérêts du Ministère de l'Economie et des Finances, de ses entités et de son personnel.

13. RÈGLES GÉNÉRALES EN MATIÈRE D'UTILISATION ET DE STOCKAGE

L'Usager reconnaît et accepte les caractéristiques et les limites fixées par le Ministère de l'Economie et des Finances quant à l'utilisation du Service et en particulier il reconnaît :

- que le Ministère de l'Economie et des Finances peut fixer et déterminer le volume maximum d'e-mails qui pourront être envoyés et/ou reçus, en même temps, dans le cadre du Service,
- que le Ministère de l'Economie et des Finances pourra fixer et déterminer le nombre maximum d'e-mails qu'un Usager pourra envoyer et recevoir, en même temps,
- que le Ministère de l'Economie et des Finances sera libre de conserver tout compte inactivé et/ou resté inutilisé pendant une période indéterminée.

14. RÈGLES D'USAGE DE L'INTERNET

L'Usager, ayant procédé à la procédure d'inscription au Service, déclare accepter les caractéristiques et les limites de l'Internet et, en particulier, il reconnaît :

- que les données circulant sur l'Internet ne sont pas nécessairement protégées, notamment contre les détournements éventuels,
- que la communication par l'Usager à des tiers de ses identifiants et, d'une manière générale, de toute information jugée par l'Usager comme confidentielle, se fait à ses risques et périls,
- qu'il appartient à l'Usager de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels de la contamination par des virus, le cas échéant, sur le réseau Internet,
- que les données et/ou informations circulant sur l'Internet peuvent être réglementées en termes d'usage ou être protégées par un droit de propriété.

D'une manière générale, l'Usager est seul responsable de l'ensemble des données, du contenu rédactionnel et/ou des informations qu'il diffuse et transfère sur l'Internet et de l'usage du service proposé par le Ministère de l'Economie et des Finances.

Enfin, l'Usager est informé que l'Internet est un réseau qui véhicule un certain nombre de données susceptibles d'être protégées et d'enfreindre des dispositions légales en vigueur.

15. MODIFICATIONS DU SERVICE

En fonction des évolutions technologiques, le Service «Mon Compte» est susceptible d'être complété, modifié ou supprimé.

16. RÉSILIATION

Le Ministère de l'Economie et des Finances se réserve le droit de suspendre, à tout moment, l'accès et l'utilisation du service pour une durée limitée pour des raisons internes et/ou techniques, notamment pour permettre la maintenance de ses matériels, serveurs, et en cas de violation des présentes Conditions d'utilisation du Service et /ou en cas de violation des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Dans le cas d'une suspension nécessitée du fait de la violation des présentes conditions d'utilisation ou des dispositions légales et réglementaires en vigueur, cette suspension interviendra à la date de réception d'un e-mail.

Le Ministère de l'Economie et des Finances se réserve le droit de résilier de plein droit, sans préavis, l'inscription de l'Usager au Service, en cas de violation des présentes Conditions d'utilisation et/ou en cas de violation des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

17. DROIT DE PROPRIÉTÉ DU MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

La reproduction des éléments, du Contenu personnalisé et rédactionnel et plus généralement de toute information appartenant au Ministère de l'Economie et des Finances, ou sur laquelle le Ministère de l'Economie et des Finances détient les droits, est exclusivement et uniquement autorisée aux seules fins d'une diffusion à l'usage strictement interne et personnel de l'Usager.

Il est formellement interdit d'utiliser les éléments, le contenu personnalisé et rédactionnel et les informations figurant sur les pages écrans du Service du site web du Ministère de l'Economie et des Finances à des fins autres que strictement personnelles et internes.

Sauf autorisation expresse du Ministère de l'Economie et des Finances, l'Usager s'interdit de reproduire ou d'altérer les marques, logos, signes distinctifs du Ministère de l'Economie et des Finances, et de faire un usage quelconque de ces marques, logos et signes distinctifs.

L'Usager est informé que toute atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Ministère de l'Economie et des Finances constitue une contrefaçon, susceptible de faire l'objet de sanctions civiles et pénales.

En vertu des présentes Conditions d'utilisation du Service, le Ministère de l'Economie et des Finances accorde à l'Usager, à titre personnel, un droit d'utilisation des logiciels, non exclusif et non cessible, qui lui est consenti pour le seul usage et personnel internes de l'Usager et pour la durée du service.

Toute utilisation non autorisée par l'Usager au titre des présentes est illicite en application des dispositions de l'article L. 122-6 du Code de la propriété intellectuelle.

Ainsi, il est notamment interdit à l'Usager de procéder à :

- toute reproduction par quelque moyen que ce soit des logiciels, des progiciels, à l'exception de la copie de sauvegarde,
- toute reproduction par quelque moyen que ce soit du service ou de l'un quelconque des éléments du service,
- toute représentation, diffusion ou commercialisation des logiciels, des progiciels, que ce soit

à titre onéreux ou gratuit,

- toute forme d'utilisation des logiciels, des progiciels, de quelque façon que ce soit, aux fins de conception, réalisation, diffusion ou commercialisation de logiciels ou progiciels similaires, équivalents ou de substitution,
 - toute mise à disposition directe ou indirecte des logiciels ou progiciels au bénéfice d'un tiers notamment par location, cession, prêt,
 - toute adaptation, modification, transformation, arrangement des logiciels ou progiciels notamment en vue de la création de fonctionnalités dérivées ou nouvelles, d'un logiciel et/ou d'un progiciel dérivé ou entièrement nouveau,
 - toute intégration totale ou partielle des logiciels et/ou progiciels dans un autre ensemble informatique ou non avec lequel il se combinerait,
 - toute transcription, directe ou indirecte ou traduction dans d'autres langages des logiciels, ainsi que sa modification même partielle, en vue notamment d'une utilisation sur un autre ordinateur que l'ordinateur du client et par lequel il se connecte et accède au service,
 - toute extraction et/ou reproduction d'une partie substantielle des informations diffusées sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances est interdite : toutefois, l'extraction et la reproduction des textes du site www.consulatogo.org sur support papier est autorisée pour un usage exclusivement personnel, pour les seuls besoins propres de l'Usager et à la condition de mentionner de façon claire et précise la source (exemple : "Ce document provient du site de du Ministère de l'Economie et des Finances: www.consulatogo.org il a été extrait de ce site le Les droits de reproduction sont réservés et strictement limités"),
 - tout déverrouillage des codes de protection des logiciels ou de décryptage des clés d'accès, le cas échéant, lorsque ces logiciels sont munis d'un système d'accès ou de protection.
- Le Ministère de l'Economie et des Finances reste seul propriétaire des noms, marques, logos, dessins, sigles qui sont utilisés sur le site www.consulatogo.org. L'Usager s'engage à respecter l'intégralité des droits du Ministère de l'Economie et des Finances.

18. APPLICATION DES TARIFS ET DELAIS

Les tarifs et délais annoncés sur notre site sont susceptibles de varier sans préavis.

Le tarif affiché sur l'attestation de demande obtenue à l'issue de la demande est le tarif qui sera appliqué lors du règlement.

19. LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Il est expressément convenu que le Ministère de l'Economie et des Finances est soumis à une obligation de moyens dans le cadre de l'exécution des présentes Conditions d'utilisation. Il est expressément convenu, compte tenu des contraintes techniques inhérentes aux sites web et au réseau Internet, que la responsabilité du Ministère de l'Economie et des Finances ne pourra en aucun cas être engagée du fait d'actes de tiers et notamment des utilisateurs du réseau Internet qui contreviendraient aux dispositions des présentes Conditions d'utilisation.

Le Ministère de l'Economie et des Finances n'est pas responsable des dommages directs ou indirects, qui pourraient résulter de l'impossibilité d'accès au service, quel qu'en soit la durée, de l'utilisation d'informations erronées et/ou du contenu.

L'Usager reconnaît et accepte le fait que le service lui est fourni "en l'état". En

conséquence, les informations, le contenu personnalisé et/ou rédactionnel n'ont qu'une valeur indicative. Si l'Usager souhaite en faire un usage particulier, il lui appartient de s'assurer préalablement de la véracité, de l'exactitude et de la complétude des informations et du contenu personnalisé et/ou rédactionnel, par tout moyen de contrôle ou de recoupement. Le Ministère de l'Economie et des Finances ne saurait garantir la disponibilité et le temps d'accès à son site, et ne saurait être tenue pour responsable de l'opportunité, de la suppression, du défaut de mise en ligne, du défaut de stockage des informations.

20 NOTIFICATION

Toute notification pourra vous être adressée par e-mail à l'adresse indiquée sur le formulaire d'inscription en ligne ou par courrier postal à l'adresse figurant dans votre espace client.

21 DONNEES PERSONNELLES

L'Usager fournit au Service par le biais des données d'inscription, et par les voies de modification de celles-ci, des données personnelles le concernant.

Les données collectées comprennent, notamment, les coordonnées de l'Usager ainsi que certaines informations relatives à son passeport. Les données sont regroupées dans un fichier informatisé géré par le Ministère de l'Economie et des Finances.

Les traitements des données à caractère personnel ont pour finalités de :

- Gérer les demandes et paiements de l'Usager
- Souscrire aux services qui seront adaptées aux besoins d'aujourd'hui et de demain de l'Usager.

Les destinataires des données sont le Ministère de l'Economie et des Finances et ses sous-traitants. Les données personnelles sont conservées pendant une durée indéterminée.